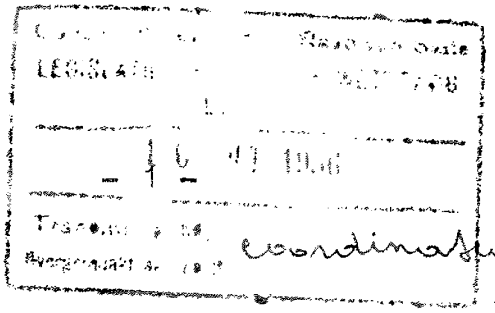
VVV. L.5295/2.



ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 22 juin 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat au Ministère des Communications au sens du statut les agents de la Régie des télégraphes et des téléphones et de la Régie des voies aériennes", a donné le 9 juillet 1956 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e juni 1956 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de leden van het personeel van de Regie van telegraaf en telefoon en van de Regie der luchtwegen tot Rijksambtenaar in de zin van het statuut bij het Ministerie van Verkeerswezen kunnen benoemd worden", heeft de 9e juli 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à permettre la nomination de membres du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones et de la Régie des voies aériennes en qualité d'agent de l'Etat, au Ministère des Communications.

Le régime qu'il institue s'inspire à la fois du régime prévu par l'article 18 du statut des agents de l'Etat notamment en ce qu'il subordonne la nomination des agents des deux régies à l'absence de candidats qualifiés au département et du régime de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles peuvent être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la Colonie, les membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

\+

\+ \+

Le mode de recrutement qu'organise le projet ne prévoit pas l'appel au public prescrit par les lois de priorité.

Certes en vertu de ces lois (article 5) et de l'arrêté royal du 21 mars 1921 pris sur la base de cet article 5, le projet s'appliquera sans difficulté aux nominations à des emplois soustraits à l'application de ces lois et aux fonctions et emplois qui, par leur nature, sont normalement conférés par voie de promotion.

Les nominations aux autres emplois, c'est-à-dire aux emplois de début, seront-elles soustraites à l'application des lois sur les priorités ?

.../...

Dans le silence du projet, celles-ci seront d'application.

On ne pourrait invoquer l'article 6 de ces dites lois qui dispose que les droits accordés en vertu des articles 4 et 5 ne peuvent être invoqués contre un fonctionnaire, agent ou employé qui sollicite soit une promotion, soit un changement de résidence ou d'emploi dans le service public auquel il est déjà attaché.

Il ne paraît pas possible de considérer que les deux régies et le Ministère ne forment qu'un seul service public. L'existence même du projet fait apparaître que tel est bien le point de vue du Gouvernement. Au demeurant l'intention du Gouvernement est d'instituer par le projet un régime analogue à celui qu'établit l'arrêté du Régent du 3 mai 1948.

Or le rapport au Régent qui précède cet arrêté contient les précisions suivantes :

"D'autre part, en présence des dispositions de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, relative à la réintégration dans leurs fonctions des Belges mobilisés et aux droits de priorité pour l'accession aux emplois publics des anciens combattants et assimilés, le présent projet ne peut recevoir son application que pour les emplois de début qui, par leur nature, exigent des garanties particulières qui doivent être laissées à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme, et pour les emplois qui normalement sont conférés par voie de promotion (voir également l'arrêté royal du 21 mars 1921, pris en exécution de la loi précitée)".

.../...

EXAMEN DU PROJET.

Au préambule, deuxième alinéa :

Il n'y a pas lieu de viser l'article 19 du statut.

Le projet ne constitue pas une mesure d'exécution de cet article qui dispose : "Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux agents et anciens agents de la Colonie, aux membres de l'Ordre judiciaire et aux militaires, lesquels pourront être nommés agents de l'Etat au sens du présent statut, aux conditions générales que Nous fixerons". Cet article ne parle ni du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones et ni de celui de la Régie des voies aériennes.

Il convient de viser l'article 116 qui règle la procédure de modification du statut.

Troisième alinéa :

Il y a lieu d'omettre cet alinéa, le projet n'étant pas une mesure d'exécution de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948.

On remarquera que, dans le rapport au Régent précédant cet arrêté, il est dit que l'on avait envisagé d'étendre l'article 19 du statut aux organismes parastataux mais que l'on avait estimé que cette extension n'était pas "actuellement désirable" et que les transferts qui s'avéreraient indispensables pourraient se réaliser par la voie de l'article 18 du statut.

.../...

Quatrième alinéa :

Le considérant indique qu'il est indispensable de recruter pour le Ministère des agents des deux régies.

L'article 1er prévoit que ce recrutement se fait "à défaut d'un agent du département ayant les qualifications requises pour l'exercice de la fonction".

Il serait souhaitable, pour plus de précision, d'énoncer également cette condition dans le considérant.

D'autre part, on pourrait déduire de la rédaction de celui-ci qu'il s'agit de recruter des agents qui ont acquis leurs connaissances par une longue pratique dans chacune des deux régies. Pour éviter toute équivoque, il serait préférable de remplacer l'expression :"la Régie des télégraphes et des téléphones et la Régie des voies aériennes" par "la Régie des télégraphes et des téléphones ou la Régie des voies aériennes".

Article 1er.

L'article 1er énumère les conditions requises pour le recrutement par le département d'agents de la Régie des télégraphes et des téléphons et de la Régie des voies aériennes.

Le liminaire de l'article dispose : "Les membres du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones et de la Régie des voies aériennes peuvent être nommés ... avec dispense du stage et de l'examen d'admission définitive ...".

.../...

Il conviendrait de spécifier, pour préciser l'intention du Gouvernement, qu'il s'agit d'agents nommés à titre définitif.

La dispense du stage et de l'examen d'admission définitive prévue par cette disposition étant formulée en termes généraux et ne prévoyant pas d'exception, le régime institué sera plus favorable que celui de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 qui, dans certains cas, exige le stage et l'examen (articles 6, 10 et 13).

Les deux premières conditions du recrutement des agents des deux régies sont identiques à celles de l'article 18 du statut et de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, à savoir : 1° vacance d'un emploi dans les cadres permanents; 2° nécessité de remplir cette vacance sans autre délai.

Quant à la troisième condition, à la différence de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 qui exige qu'à défaut d'un agent du département, il soit fait appel à un agent d'un autre département avant de s'adresser aux bénéficiaires de l'arrêté, le projet n'oblige pas l'autorité qui nomme à rechercher d'abord, dans un autre département, un agent ayant les qualifications requises. L'autorité qui nomme peut, à défaut d'un agent du Ministère des Communications, nommer immédiatement un agent de l'une ou de l'autre régie.

La troisième condition du recrutement exige l'absence d'un agent du département ayant "les qualifications requises pour l'exercice de la fonction".

L'expression "qualifications requises" est conforme à la terminologie de l'article 18 du statut.

.../...

L'article 2 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 emploie l'expression "agent ... jugé apte à exercer la fonction".

Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt n° 3998 du 14 janvier 1955 (IIIème chambre) en cause LION et BARY contre l'Etat belge, a interprété ce qu'il fallait entendre par "les qualifications requises" des candidats nommés suivant la procédure de l'article 18, en ces termes :

"Considérant que les qualifications requises des candidats nommés suivant la procédure de l'article 18 ne sont pas "les conditions et qualifications" requises par les statuts pour occuper l'emploi, mais des aptitudes spéciales estimées nécessaires à l'exercice des fonctions considérées; que ces aptitudes par rapport à la fonction sont appréciées souverainement par l'autorité qui procède à la nomination sous condition d'observer les formalités prévues par l'article 18".

Au 4°, a, pour traduire les intentions du Gouvernement, il conviendrait de préciser que le temps de service comprend également les services temporaires.

Le 4°, c, prévoit que l'agent doit "posséder l'aptitude physique requise pour la fonction à conférer, conformément aux exigences de l'article 17, a, du statut des agents de l'Etat".

L'article 17, a, du statut ne fixe pas les aptitudes requises. Il est rédigé comme suit :"Ne peuvent être, à titre définitif, nommés agents de l'Etat que les candidats: a) possédant pour les fonctions à conférer

.../...

les aptitudes physiques fixées par Nous". Ces aptitudes ont été déterminées par des arrêtés d'exécution. Le 4°,c, devrait être rédigé sous la forme suivante : "posséder l'aptitude physique requise pour la fonction à conférer, par les arrêtés pris en exécution de l'article 17, a, du statut des agents de l'Etat".

Le 4°, e, dispose que l'agent doit "posséder les capacités administratives, scientifiques, techniques ou artistiques pour exercer les fonctions à conférer".

Pour la plupart des emplois (1), le statut des agents de l'Etat et les arrêtés d'exécution exigent soit la possession d'un diplôme déterminé, soit la réussite du concours d'accession à la catégorie. Pour certains emplois, il est exigé, d'autre part, la réussite d'un examen d'avancement au sein de la catégorie.

L'arrêté du Régent du 3 mai 1948 exige : soit le diplôme requis par le statut des agents de l'Etat (articles 5, 10 et 12), soit la réussite de certaines épreuves organisées par l'armée ou par le Ministre des Colonies (articles 5 et 11), soit un grade déterminé à la Colonie (article 5).

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition ne permet pas de discerner si les conditions de diplôme exigées par le statut seront également exigées ou si, au contraire, l'autorité responsable de la nomination appréciera souverainement la possession des capacités "administratives, scientifiques, techniques ou artistiques". Si ni les conditions de diplôme, ni les conditions d'examen ou de concours auxquelles sont soumis

.../...

1) Pour les emplois de quatrième catégorie, le diplôme n'est généralement pas exigé.

les agents du Ministère des Communications ne sont exigées, il en résultera que l'avancement dans les cadres du Ministère sera plus aisé pour les agents des deux régies que pour le personnel du Ministère. Un agent de grade subalterne de l'une des régies pourra ainsi être nommé au grade le plus élevé du Ministère.

Il résulte des déclarations de son délégué que le Gouvernement n'entend pas laisser, à l'autorité responsable de la nomination, l'appréciation souveraine de ces capacités administratives, scientifiques, techniques ou artistiques.

Dès lors, l'article 1er, 4°, e, devrait être complété par des dispositions qui précisent de quelle manière ces capacités seront établies.

Ainsi pourraient être prévus des critères objectifs comme la possession de certains diplômes, la réussite d'épreuves administratives, le grade. Cela implique l'établissement d'équivalences entre les épreuves organisées par le département et celles organisées par les régies, ainsi qu'entre les grades du département et ceux des régies.

Le projet ne spécifiant pas l'autorité qui est investie du pouvoir de nomination, il s'ensuit que ce sera l'autorité compétente en vertu du statut qui sera chargée de cette mission.

A titre d'indication, l'article 3 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 prévoit que les nominations fondées sur cet arrêté seront délibérées en conseil des ministres. Le projet ne formule pas d'exigence de ce genre.

.../...

Le projet ne prévoyant pas - comme le font l'article 18 du statut et l'article 9 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 - l'examen, par le conseil de direction ou par le collège des chefs de service, des titres des agents des deux régies préalablement à leur nomination au Ministère, il s'ensuit que l'intervention de ces collèges ne devra pas avoir lieu pour apprécier les titres des candidats.

Article 2.

L'article 2 dispose que "le classement, en vue de leur avancement ultérieur, des agents nommés en application de l'article 1er est fixé dans leur nouveau grade à la date de leur nomination".

L'arrêté du Régent du 3 mai 1948 contient une disposition analogue (article 14).

Il convient de remarquer qu'un arrêté royal du 7 juin 1952 relatif à la date de prise de rang d'ancienneté et au classement des agents de l'Etat est intervenu pour établir une distinction entre la prise de rang et le classement. Le classement, selon cet arrêté, est effectué selon des règles déterminées entre agents ayant la même date de prise de rang.

Il importe donc que soit d'abord réglée pour les agents des régies passant au département, la date de leur prise de rang.

L'article 2 devrait être rédigé comme suit:

"Article 2.-

La prise de rang, en vue de leur avancement ultérieur, des agents nommés en application de l'article 1er, est fixée à la date de leur nomination dans leur nouveau grade".

.../...

Cet article ne règle toutefois pas le classement au sens de l'arrêté royal du 7 juin 1952.

Article 3.

Le § 1er dispose :

"Pour la détermination de leur rémunération, les services prestés par les intéressés à la Régie des télégraphes et des téléphones ou à la Régie des voies aériennes sont considérés comme des services rendus à l'Etat".

Ce paragraphe déroge au statut pécuniaire du 16 février 1953 qui n'admet "pour la détermination du complément" que les services prestés dans des services de l'Etat ou de la Colonie (article 16), à l'exclusion des services prestés dans "les services constitués en personne juridique" (article 3). Toutefois, le statut pécuniaire admet aussi, mais à titre transitoire et avec une valeur moindre, les services prestés dans "les services publics autres que les services de l'Etat et de la Colonie" (article 45).

Pour respecter la terminologie du statut pécuniaire, il conviendrait de rédiger comme suit ce § 1er :

"§ 1er. Pour la détermination de leur rémunération, les services prestés par les intéressés à la Régie des télégraphes et des téléphones et à la Régie des voies aériennes sont réputés prestés dans les services de l'Etat".

.../...

Si la disposition du § 3 devait s'interpréter autrement que l'article 37 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, sa rédaction devrait être remaniée de manière à faire apparaître cette différence.

Article 4.

En raison de la disposition de l'article 3, § 2, il faut prévoir également l'exécution de l'arrêté par le Premier Ministre.

En raison de la disposition de l'article 3, § 3, le Ministre des Finances doit contresigner le projet.

Het ontwerp strekt er toe, de benoeming van leden van het personeel van de Regie van telegraaf en telefoon en van de Regie der luchtwegen tot Rijksambtenaar in het Ministerie van Verkeerswezen mogelijk te maken.

De door het ontwerp ingevoerde regeling sluit zowel aan bij de regeling van artikel 18 van het statuut van het Rijkspersoneel, onder meer waar zij de benoeming van personeelsleden van beide regieën afhankelijk stelt van het niet voorhanden zijn van bevoegde kandidaten in het departement, als bij de regeling van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der Kolonie, de leden van de rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, van de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof.

\+

\+ \+

In de wijze van aanwerving volgens het ontwerp, is er geen sprake van een oproep tot gegadigden, zoals voorgeschreven in de prioriteitswetten.

Weliswaar zal het ontwerp op grond van deze wetten (artikel 5) en van het koninklijk besluit van 21 maart 1921 genomen ter uitvoering van dit artikel 5, zonder enige moeilijkheid kunnen worden toegepast op benoemingen in betrekkingen waarvoor deze wetten niet van toepassing zijn, en in ambten en betrekkingen die wegens hun aard normaal door bevordering worden begeven.

.../...

Zullen de wetten op de voorkeurrechten buiten toepassing worden verklaard ten aanzien van benoemingen in andere betrekkingen, dit wil zeggen in aanvangsbetrekkingen ?

Gelet op het stilzwijgen van het ontwerp, zullen deze wetten toepassing vinden.

Op artikel 6 van deze wetten kan men zich niet beroepen want volgens dit artikel mogen de rechten, bij de artikelen 4 en 5 verleend, niet worden aangevoerd tegen een ambtenaar, agent of beambte die een bevordering, een verandering van verblijfplaats of van betrekking aanvraagt in de openbare dienst waartoe hij reeds behoort.

Het lijkt niet mogelijk aan te nemen dat beide regieën en het Ministerie één openbare dienst vormen. Het feit dat de Regering dit ontwerp indient toont aan dat zij dezelfde opvatting is toegedaan. Met het ontwerp wil zij trouwens een regeling treffen in de aard van die neergelegd in het besluit van de Regent van 3 mei 1948.

Het verslag aan de Regent dat bij dit besluit hoort, geeft de volgende toelichting :

"Anderdeels, ten aanzien van de bepalingen van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, betreffende de wederopneming der gemobiliseerde Belgen in hun bediening en de toekenning van prioriteitsrechten aan de oudstrijders en gelijkgestelden bij het begeven van de openbare betrekkingen, kan dit ontwerp slechts van toepassing zijn voor de aanvangsbetrekkingen die wegens hun aard bijzondere waarborgen vergen, welke souverein dienen beoordeeld door het benoemende gezag en voor de betrekkingen die normaal toegekend worden bij wijze van bevordering (zie eveneens het koninklijk besluit van 21 maart 1921 genomen ter voldoening aan voormelde wet)".

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

In de aanhef, tweede lid :

Artikel 19 van het statuut hoeft niet te worden vermeld.

Het ontwerp is geen voorziening tot uitvoering van dit artikel, dat zegt : "De bepalingen van deze titel zijn niet van toepassing op de leden en oud-leden van het personeel der Kolonie,op de leden van de rechterlijke macht en op de militairen, die tot Rijksambtenaar, in de door dit statuut vastgelegde zin, onder de door Ons bepaalde algemene voorwaarden zullen kunnen benoemd worden". Dit artikel spreekt noch van het personeel van de Regie van telegraaf en telefoon,noch van dat van de Regie der luchtwegen.

Wel moet artikel 116 worden vermeld, dat de procedure tot wijziging van het statuut bepaalt.

Derde lid :

Dit lid dient te vervallen, aangezien het ontwerp geen uitvoeringsmaatregel is van het besluit van de Regent van 3 mei 1948.

In het verslag aan de Regent bij dit besluit wordt gezegd dat men overwogen had, de toepassing van artikel 19 van het statuut uit te breiden tot parastatale instellingen maar gemeend had dat "deze uitbreiding thans niet gewenst" was en dat de overplaatsingen die noodzakelijk mochten blijken, bij toepassing van artikel 18 van het statuut konden worden verwezenlijkt.

.../...

Vierde lid :

De considerans vermeldt dat het volstrekt noodzakelijk is voor het Ministerie, personeelsleden van beide regieën aan te werven.

Volgens artikel 1 heeft deze aanwerving plaats "bij gebrek aan een voor de uitoefening der functie geschikt geacht personeelslid van het departement van Verkeerswezen".

Voor meer duidelijkheid moet deze voorwaarde ook in de considerans worden uiteengezet.

Anderzijds, zou men uit de tekst van de considerans kunnen afleiden dat het zaak is personeelsleden aan te werven, die hun kennis door een langdurige praktijk in elk van beide regieën hebben verworven. Om elke twijfel te voorkomen leze men "in de Regie van telegraaf en telefoon of in de Regie der luchtwegen" in plaats van "in de Regie van telegraaf en telefoon en in de Regie der luchtwegen".

Artikel 1.

Artikel 1 somt de voorwaarden op die zijn gesteld voor de werving door het departement van personeelsleden van de Regie van telegraaf en telefoon en van de Regie der luchtwegen.

.../...

De inleidende volzin zegt : "De leden van het personeel van de Regie van telegraaf en telefoon en van de Regie der luchtwegen kunnen ... worden benoemd met vrijstelling van de proeftijd en van het examen voor vaste aanstelling...".

Om de bedoeling van de Regering te verduidelijken dient men te zeggen dat het gaat om personeelsleden die in vast verband zijn benoemd.

Daar de hier bepaalde vrijstelling van de proeftijd en van het examen voor vaste aanstelling in algemene bewoordingen is gesteld en geen uitzonderingen kent, zal de ingevoerde regeling gunstiger zijn dan die van het besluit van de Regent van 3 mei 1948, die in sommige gevallen proeftijd en examen eist (artikelen 6, 10 en 13).

De eerste twee voorwaarden voor werving van personeelsleden van beide regieën zijn dezelfde als die van artikel 18 van het statuut en van artikel 2 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948, namelijk : 1° vacature van een betrekking in de permanente kaders; 2° noodzaak om in deze vacature zonder verder verwijl te voorzien.

De derde voorwaarde van het ontwerp echter, hierin verschillend van artikel 2 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 volgens hetwelk bij ontstentenis van een personeelslid van het departement eerst een beroep moet worden gedaan op een personeelslid van een ander departement alvorens een beroep te kunnen doen op de gerechtigden van dat besluit, verplicht de benoemende overheid niet, eerst in een ander departement een personeelslid met de vereiste geschiktheid te zoeken. De benoemende

.../...

overheid kan bij ontstentenis van een personeelslid van het Ministerie van Verkeerswezen, dadelijk een personeelslid van een van beide regiën benoemen.

De derde voorwaarde voor werving eist het ontbreken van een "voor de uitoefening der functie geschikt geacht" personeelslid van het departement .

De uitdrukking "voor de uitoefening der functie geschikt geacht personeelslid" is ontleend aan artikel 2 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948.

Artikel 18 van het statuut gebruikt de uitdrukking :"die de vereiste bevoegdheid bezitten voor de uitoefening der functie".

In arrest nr 3998 van 14 januari 1955 (IIIe Kamer) inzake : LION en BARY tegen de Belgische Staat heeft de Raad van State laatsgenoemde uitdrukking als volgt geïnterpreteerd :

"Overwegende dat de "bevoegdheden" die van de volgens de procedure van artikel 18 benoemde kandidaten worden "vereist", niet de "voorwaarden en geschiktheden" zijn welke de statuten voor het waarnemen van een ambt voorschrijven, maar bijzondere bekwaamheden die voor het waarnemen van de betreffende betrekking noodzakelijk worden geacht; dat deze bekwaamheden voor de betrekking in volledige vrijheid door de benoemde overheid worden beoordeeld op voorwaarde dat zij de bij artikel 18 voorgeschreven pleegvormen in acht neemt ".

.../...

In 4°, a, dient men,om de bedoeling van de Regering weer te geven, te preciseren dat de dienst-tijd ook de dienst in tijdelijk verband omvat.

Volgens 4°, c, moet het personeelslid "de lichaamsgeschiktheid voor de te begeven functies bezitten zoals vereist bij artikel 17, a, van het statuut van het Rijkspersoneel".

Artikel 17, a, stelt echter geen eisen inzake lichaamsgeschiktheid. Het luidt als volgt : "Tot Rijksambtenaar kan, met vaste aanstelling, alleen benoemd worden hij die : a) voor de te begeven bediening, de door Ons vastgestelde lichaamsgeschiktheden bezit". Deze lichaamsgeschiktheden zijn in uitvoeringsbesluiten vastgesteld. De volgende lezing wordt voor 4°, c, aanbevolen: "voor het te begeven ambt de lichaamsgeschiktheid bezitten zoals vereist bij de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 17, a, van het statuut van het Rijkspersoneel".

Volgens 4°, d, moet het personeelslid "de administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke bekwaamheden bezitten om de te begeven functies waar te nemen".

Voor de meeste betrekkingen (1) eisen het statuut van het Rijkspersoneel en de uitvoeringsbesluiten of wel het bezit van een bepaald diploma of wel het slagen in een examen voor toelating tot de categorie. Voor sommige betrekkingen wordt anderzijds het slagen in een examen voor bevordering binnen de categorie geëist.

.../...

(1) Voor de betrekkingen van de vierde categorie is het diploma over het algemeen niet nodig.

Het besluit van de Regent van 3 mei 1948 eist : of wel het diploma voorgeschreven door het statuut van het Rijkspersoneel (artikelen 5, 10 en 12) of wel het slagen voor sommige door het leger of door het Ministerie van Koloniën ingerichte examens (artikelen 5 en 11), of wel een bepaalde graad in de Kolonie (artikel 5).

Uit de gegeven tekst van het voorschrift valt niet op te maken of de diploma-eisen van het statuut eveneens zullen gelden, dan wel of de benoemende overheid het bezit van "administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke" bekwaamheden in volledige vrijheid zal beoordelen. Worden noch de diploma-eisen noch de eisen inzake examen of vergelijkend examen, die voor het personeel van het Ministerie van Verkeerswezen gelden, gesteld, dan zal daaruit volgen dat de bevordering in de kaders van het Ministerie voor de personeelsleden van beide regieën gemakkelijker zal zijn dan voor het personeel van het Ministerie. Een personeelslid met een lagere graad in een van beide regieën zal dus in de hoogste graad in het Ministerie kunnen worden benoemd.

Volgens de verklaringen van haar gemachtigde wenst de Regering niet dat de benoemende overheid deze administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke bekwaamheden in volledige vrijheid zou beoordelen.

Artikel 1, 4°, e, zou dus moeten worden aangevuld met voorschriften waarin gezegd wordt, hoe deze bekwaamheden zullen worden bewezen.

.../...

Zo zou men objectieve criteria kunnen nemen, zoals het bezit van bepaalde diploma's, het slagen voor administratieve examens, de graad. Dit onderstelt dat men gelijkstellingen bepaalt tussen de examens in het departement en in de regieën, alsook tussen de graden in het departement en in de regieën.

Daar het ontwerp niet opgeeft, welke overheid zal benoemen, volgt daaruit dat deze taak zal berusten bij de overheid die ingevolge het statuut bevoegd is.

Hierbij zij aangestipt dat volgens artikel 3 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 de benoemingen op grond van dit besluit in de ministerraad moeten worden overgelegd. Het ontwerp stelt geen soortgelijke eis.

Daar het ontwerp in tegenstelling tot artikel 18 van het statuut en artikel 9 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 niet eist dat de aanspraken van personeelsleden van beide regieën vóór hun benoeming in het Ministerie worden onderzocht door de directieraad of het college van diensthoofden, zullen deze colleges dus de aanspraken van de kandidaten niet hoeven te beoordelen.

Artikel 2.

Artikel 2 bepaalt : "De rangschikking met het oog op hun latere bevordering, van de bij toepassing van artikel 1 benoemde personeelsleden wordt in hun nieuwe graad vastgesteld op de datum van hun benoeming".

..../...

Het besluit van de Regent van 3 mei 1948 bevat een soortgelijke bepaling (artikel 14).

Opgemerkt zij, dat een koninklijk besluit van 7 juni 1952 betreffende de datum van ranginneming en de rangorde van het Rijkspersoneel een onderscheid heeft gemaakt tussen de ranginneming en de rangorde. Voor personeelsleden met dezelfde datum van ranginneming wordt de rangorde, volgens dit besluit, opgemaakt overeenkomstig bepaalde regelen.

De datum van ranginneming behoort dus eerst te worden vastgesteld voor de personeelsleden van de regieën die naar het departement overgaan.

Artikel 2 ware als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

De ranginneming met het oog op latere bevordering, van de bij toepassing van artikel 1 benoemde personeelsleden wordt vastgesteld op de datum van benoeming in hun nieuwe graad".

Dit artikel regelt evenwel niet de rangschikking in de zin van het koninklijk besluit van 7 juni 1952.

Artikel 3.

§ 1 luidt als volgt :

"Voor de vaststelling van hun bezoldiging worden de door de belanghebbenden bij de Regie van telegraaf en telefoon of bij de Regie der luchtwegen bewezen diensten beschouwd als diensten gepresteerd bij de Staat".

.../...

Deze paragraaf wijkt af van de bezoldigingsregeling van 16 februari 1953 die "voor de vaststelling van het complement" alleen in aanmerking neemt de dienst in diensten van de Staat of van de Kolonie (artikel 16), met uitsluiting van diensten in "diensten die rechtspersoon zijn" (artikel 3). Nochtans neemt de bezoldigingsregeling als overgangsmaatregel en tegen een geringere waarde de diensten in aanmerking, die verstrekt zijn "in de andere openbare diensten dan de diensten van de Staat of van de Kolonie" (artikel 45).

Om in overeenstemming te blijven met de terminologie van de bezoldigingsregeling, ware deze paragraaf 1 als volgt te lezen :

"§ 1. Voor de vaststelling van hun bezoldiging worden de diensten die de belanghebbenden in de Regie van telegraaf en telefoon en in de Regie der luchtwegen hebben verstrekt, geacht diensten te zijn, die in de diensten van de Staat zijn verstrekt".

Indien het bepaalde in § 3 anders moet worden uitgelegd dan artikel 37 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zou de tekst ervan moeten worden herzien om dit verschil duidelijk te doen uitkomen.

Artikel 4.

Gelet op het bepaalde in artikel 3, § 2, moet de uitvoering van dit besluit ook aan de Eerste-Minister worden opgedragen.

Gelet op het bepaalde in artikel 3, § 3, moet de Minister van Financiën het ontwerp medeondertekenen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ, J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.